

LE DON ET LA DETTE CHEZ LES INTELLEGENSIAS ALGÉRIENNES DIASPORIQUES

Karim KHALED*

Recieved : 26/06/2016 / Accepted : 17/09/2017 / Published online 19/04/2018

"Le don non rendu rend encore inférieur celui qui l'a accepté, surtout quand il est reçu sans esprit de retour" (Mauss. M, 1989 :159)

RÉSUMÉ

Nous proposons dans de cette contribution l'étude de l'engagement socioprofessionnel des intelligentsias algériennes diasporiques vis-à-vis de leur pays d'origine à travers l'analyse de quatre éléments structurant la problématique de la dynamique du don et de la dette chez cette catégorie sociale. Il s'agit d'un processus social transactionnel qui s'est accompli à travers quatre moments fondateurs (âges) et qui se veut une rupture épistémologique avec le rationalisme scientifique, traitant l'un des aspects de la problématique de la fuite des "cerveaux" notamment la question des retours en Algérie. À cet effet, l'étude a comme démarche la déconstruction des récits migratoires en tant que vécus (représentations- attitudes), où se mêlent un ensemble de déterminants subjectifs et objectifs, permettant de comprendre la complexité du phénomène des départs et des retours en Algérie contemporaine. De ce point de vue, la production du *Sens* que les individus-migrants donnent à l'histoire de leur vécu ne peut être que le produit des conditions historiques de toute la société.

MOTS CLÉS : Diaspora, Algérie, Migration, compétences professionnelles, Don, Dette, « âge des espérances », « âge des désespérances », « âge des incertitudes », « âge des confusions ».

CLASSIFICATION JEL : F21, F22, D73, D74, J81, R28

* Maître de recherche "A" au CREAD. Mail : khaled.cread@gmail.com

THE GIFT AND DEBT AMONG ALGERIAN DIASPORIC INTELLIGENCIAS

ABSTRACT

We propose in this contribution the study of the socio-professional commitment of the Algerian diasporic intelligentsias towards their native country through the analysis of four elements structuring the problematic of the dynamics of the gift and the debt in this social category. It is a transactional social process that has been achieved through four founding moments (ages) and which is an epistemological break with scientific rationalism, dealing with one of the aspects of the "brain drain" problematic, in particular the question of returns to Algeria. For this purpose, the study's approach is the deconstruction of migratory stories as lived (representations-attitudes), where a set of subjective and objective determinants mingle allow to understand the complexity of the phenomenon of departures and returns in contemporary Algeria. From this point of view, the production of *Meaning* that the individuals-migrants give to the history of their experience can only be the product of the historical conditions of the whole society.

KEY WORDS: Diaspora, Algeria, Migration, Professional Skills, Gift, Debt, "Esperance's age", "Desperation's age", " Uncertainty's age", "Confusion's age".

CLASSIFICATION JEL : F21, F22, D73, D74, J81, R28

الهبة والدين لدى الانتلجنسيا الجزائرية المهاجرة

ملخص

نقترح من خلال هذه الساهمة دراسة الالتزامات السوسيو مهنية للانتلجنسيا الجزائرية المهاجرة اتجاه وطنهم الأصلي وذلك من خلال تحليل العناصر الأربعة التي تبنى عليها إشكالية ديناميكية الهبة والدين عند هذه الفئة الاجتماعية. ويتعلق الأمر بصيرورة صفة اجتماعية تكونت خلال أربعة حقب أساسية منذ الاستقلال، والتي تضع من خلالها قطعة ابيستيمولوجية مع العقلانية العلمية الدوغماتية السائدة، معتمدين في ذلك على دراسة أحد جوانب إشكالية هجرة "الأدمغة" خاصة منها مسألة العودة إلى الجزائر.

من هذا المنطلق تتبنى هذه الدراسة الاقتراب القائم على تفكيك السير الذاتية حول الهجرة كواقع معاش (التمثلات والمواقف) وحيث تتفاعل مجموعة من المحددات الذاتية والموضوعية والتي تسمح بفهم تعقد ظاهرة الهجرة والعودة إلى الجزائر المعاصرة. وهكذا فإن إنتاج المعنى الذي يعطيه المهاجرون حول تاريخ واقعه المعاش لا يمكن أن يكون إلا انعكاسا للظروف التاريخية للمجتمع ككل.

الكلمات المفتاحية: المهاجرون. الجزائر. الهجرة. الكفاءات المهنية. الهبة. الدين. "حقبة التمني" "حقبة اليأس" "حقبة الشك" "حقبة الغموض"

تصنيف جال: F21, F22, D73, D74, J81, R28

INTRODUCTION

Cette étude¹ a comme objectif l'analyse de l'articulation des intelligentsias² algériennes diasporiques avec leurs degrés d'implication « citoyenne » et le sens donné à leurs engagements socioprofessionnels et politiques depuis l'indépendance en tant que catégorie sociale privilégiée et privilégiant au moins sur le plan des discours triomphalistes élaborés notamment depuis les années 1970.

¹ Cette analyse est le fruit d'une enquête-terrain qualitative (45 interviewés) réalisée en France entre 2007-2010 avec quatre catégories professionnelles: *médecins, ingénieurs, journalistes et enseignants-chercheurs*, ayant vécu des expériences professionnelles et investi socialement en Algérie avant de s'installer en France. Les départs de ces personnes s'étendent entre 1970/2010, dont la grande majorité a « quitté » l'Algérie pendant la décennie sanglante des années 1990. *Cette enquête avait comme objectif de restituer les parcours, les trajectoires et les stratégies migratoires de ces personnes. Elle explorera l'une des facettes de l'expérience migratoire qui est la problématique des formes de l'engagement des intelligentsias algériennes diasporiques depuis l'indépendance à nos jours à travers quatre moments historiques.*

² Nous nous référons à la définition donnée par Henri Katz: « L'intelligentsia, c'est un ensemble de professions, dans lesquelles le rôle principal est joué par des connaissances profondes dans un domaine déterminé de la réalité, qui constitue une base pour une activité pratique, ou bien une activité créatrice, qui consiste à approfondir ces connaissances. L'intelligentsia créatrice, c'est le noyau de l'intelligentsia en général, ce sont les gens qui développent le savoir indispensable au processus général du développement social, et leurs activités se manifestent sous la forme de la création scientifique et artistique ». Katz. H: *Co to jestmannelizm, czyliuwagi o kompleksieantyintelligenckim* (« Qu'est ce que le manuelisme, ou remarques sur le complexe d'anti-intelligentsia »), in *Kronika*, n° 13, 1956. In (Szczepanski Jan. *Structure de l'intelligentsia Polonaise*. In: *L'Homme et la société*, N. 4, 1967. P 168). De ce point de vue, cette étude s'intéressera à des personnes à capital culturel incorporé dans le système éducatif officiel et non d'une formation autodidacte. Dans cette analyse nous faisons référence aux personnes instruites ayant un diplôme(s) universitaires(s) (gradués/postgradués) et exercèrent un travail de type intellectuel, mobilisant l'intelligence et l'effort intellectuel (Enseignants-chercheurs, médecins, journalistes et informaticiens). En dehors de leurs activités professionnelles elles ont des engagements sociaux et politiques.

En effet, la problématique de l'engagement civique de cette catégorie sociale reste, pour différentes raisons, une mémoire très douloureuse, socialisant des générations successives dans un climat de méfiance, d'incertitudes et de confusions, notamment en terme de reconnaissance des statuts réels, à la fois, social et économique. Cette mémoire à pris corps, pour se transformer, au fur à mesure des différentes évolutions qu'a connues l'Algérie, depuis l'indépendance, en « foyers migratoires dormants »³.

Le rapport Etat-société est perceptible dans le cas des intelligentsias à travers une posture anthropologique qui combine le don et la dette. L'équation anthropologico-politique de l'Etat de providence est déterminante depuis l'indépendance dans l'entretien des rapports de domination, de cooptation et de manipulation, entre autres, vis-à-vis des élites intellectuelles algériennes. De ce point de vue, "La dette est une obligation qui lie deux personnes (au sens large) ; elle suppose que l'un rende à l'autre ce que celui-ci lui a confié, cette restitution doit s'opérer dans le respect de certaines règles contractuelles précédemment définies...La dette est ainsi jointe au devoir. Néanmoins, par son caractère contractuel, ce devoir est purement contingent, totalement construit ; il n'est pas le résultat d'une loi naturelle mais d'une forme sociale. Au lieu de donner de l'importance au bien, l'accent porte sur le lien. La relation d'échange ne se réduit pas à un transfert, elle est avant tout un rapport social unissant des individus et des groupes. Dans cette acception, la dette est une forme de lien... Comprendre son mécanisme d'obligation transite par l'élucidation des processus du don. En effet, le don suppose à la fois acceptation et restitution... Pour appréhender la nature de ce lien, glissons de la dette au don. Le fonctionnement social du don nous instruit sur les mécanismes propres de la dette"⁴

³ Karim Khaled, « Politique de formation à l'étranger et l'émigration intellectuelle algérienne », Cahiers du Cread, n° 109, 2014, pp 121-151

⁴ Frédéric Moens, « Dette et société. Le lien social : un jeu d'obligations », <http://libertaire.free.fr/DetteSociete.html>, consulté le 15/02/2016

La transaction entre le don et la dette comme lien social est structurée par des tensions sociales, qui, elles-mêmes, se transforment en un fait social structurant. L'obligation de donner et de recevoir qui s'est cristallisée dans les institutions et intériorisée inconsciemment dans les représentations sociales des cadres algériens depuis l'indépendance s'est transformée en mouvements sociaux au sein de la société. L'obligation en termes de don de la part de l'Etat-providence dans le contexte des crises qui l'ont secouée depuis les années 1980⁵ a comme effets profonds, la transformation des formes de la dette chez les intelligentsias algériennes diasporiques envers leur pays d'origine. Dans cette situation de transformations de la dette, se pose la question des retours en tant représentation individuelle et mémoire collective.

La politique développementiste entamée par l'Algérie depuis 1967 avec tout ce qu'elle véhiculait comme « doctrine de rattrapage » des déficits en matière de disponibilité de besoins d'encadrement a affecté d'une manière très significative l'ensemble des secteurs socio-économiques. Les politiques publiques de formation à l'étranger destinées, à la fois, aux cadres et aux étudiants ont commencé dès les débuts des années 1970. L'émigration intellectuelle postindépendance est instaurée après tant de déperditions⁶ et de non retours des boursiers. De ce point de vue, le processus migratoire de départs et de retours des compétences professionnelles algériennes depuis les années 1960 à nos jours, et tout ce qu'il véhicule comme représentations et pratiques propres à chaque génération pose la

⁵ Nous nous référons aux débuts des mouvements sociaux depuis le printemps dit « berbère » d'avril 1980 et la révolte du 5 octobre 1988 en passant par la crise pétrolière de 1986 qui ont mis toute la société dans une crise multidimensionnelle.

⁶ Rapport rare, détaillé et riche en statistiques, élaboré sur les politiques de formation à l'étranger et ses déperditions pendant les années 1970 et les années 1980. Farhi Mohamed, « l'enseignement supérieur en Algérie et le recours à la formation à l'étranger », Institut de International de Planification de l'Éducation (IIPPE), Unesco, Paris, 1982.

problématique de la dynamique dans ses représentations par rapport à l'Etat et à la société. Des rapports ambigus et conflictuels qui sont restés pour de multiples raisons historiques propres au champ universitaire et de recherche un objet soumis au silence. De ce point de vue, « tout se passe comme si, et c'est sans doute vrai pour nombre d'intellectuels maghrébins en général et algériens en particulier, que les questionnements comme les réponses aux problèmes de l'heure ne sortent pas de la problématique du nationalisme dans ses différentes formes. Si on peut, pour des besoins d'une typologie heuristique, distinguer entre pionniers, fondateurs, constructeurs, héritiers ou génération de relève, il n'en apparait pas moins que l'affirmation de ces catégories en connexion avec des moments et des conjonctures historiques précises se fait dans la cristallisation d'un certains rapport au cadre sociopolitique défini par l'Etat que par rapport aux valeurs et normes de la société »⁷

A cet effet, nous proposons dans le cas de cette étude quatre éléments structurants la problématique de la dynamique de la dette chez l'intelligentsia algérienne diasporique⁸. Il s'agit d'un processus

⁷ Aïssa Kadri, Ouanassa Siari Tengour, (Coord), *Génération engagées et mouvements nationaux : le XX^{ème} siècle au Maghreb. Hommage à Mahfoud Kaddache*, éd, CRASC, Oran, 2012, p 18

⁸ Notre approche est qualitative. Elle consiste à explorer des données extraites des entretiens approfondis réalisés auprès des intelligentsias algériennes installées en France. Notre approche consiste en une analyse thématique des récits de vie relatifs à la vie professionnelle, scolaire, sociale (entourage familial, cercles d'amis et de voisinage) et à l'engagement citoyen des personnes enquêtées dans leur espace migratoire (Algérie-France). *L'analyse de contenu* est une démarche méthodologique qui obéit à un processus opérationnel ; c'est-à-dire une "technique de recherche pour la description objective, systématique, et quantitative du contenu manifeste de la communication"⁸ (Ghiglione Rodolphe, Benjamin Matalon, *Les enquêtes sociologiques*, Ed, Armand colin, paris, 1978, p 155). *L'analyse thématique* consiste, dans ce sens à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus, qu'il s'agisse d'un verbatim d'entretien, d'un document organisationnel ou de notes d'observation " (Pierre. Paillé, Alex. Mucchielli, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, éd, Armand Colin, 2^{ème} édition, France, 2008, p. 162). Dans notre

social transactionnel sous forme de quatre moments narratifs, c'est-à-dire de *quatre "âges"* contextuels, déterminant les représentations et les attitudes des agents sociaux (cas des nos interviewés), et qui structurent les *sens* de chaque étape de ce processus depuis l'indépendance, en l'occurrence l'« âge des espérances » (années 1960-1970), l'« âge des désespérances » (années 1980), l'« âge des incertitudes (années 1990) et enfin l'« âge des confusions (années 2000 à nos jours).

Cette typologie se veut une démarche de déconstruction de récits migratoires en tant qu'expériences, où se mêlent un ensemble de déterminants, permettant de comprendre les logiques du phénomène de départs et de retours en Algérie.

Les rapports des compétences professionnelles algériennes diasporiques vis-à-vis de leur pays d'origine sont déterminés par les conditions sociales, professionnelles et politiques de leurs collègues algériens nationaux en Algérie. Idem, pour les compétences algériennes résidentes en Algérie, leurs désirs d'émigration dépendent des mêmes conditions de leurs collègues installés à l'étranger. L'analyse sur la migration intellectuelle en Algérie doit tenir compte de l'évolution des flux de départ⁹ en nette augmentation et de retour en régression constante. De ce point de vue, les destins personnels des intelligentsias algériennes diasporiques se croisent avec celles de leurs collègues nationaux pour donner naissance à une multitude de formes d'engagements qui peuvent être regroupés en deux catégories : l'adhésion organique pour les uns et un engagement

cas, il s'agit d'un corpus d'entretiens de type semi directif. Sur **45 entretiens** réalisés avec une équivalence de 1500 pages transcrites, cette présente étude explore une partie infime du processus migratoire de ces intelligentsias.

⁹ Une récente étude montre à quel point le taux de départs, entre autres, des médecins-spécialistes est très élevé, notamment pour les psychiatres. De ce point de vue, « ... un taux de fuite global est de 23,56% en 2012...dont 43,41% pour la Psychiatrie, elle est la spécialité la plus touchée par le brain drain, suivie par l'Ophtalmologie (29,27%), la Radiologie (28,43%) et l'anesthésie-réanimation (27,97%)». Voir, Ahcène Zehmati « la démographie médicale en Algérie : formation, activité et brain drain », in, Musette. M.S (éd), De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences ? Éd, Cread, Alger, 2016, p183

citoyen pour les autres. Il s'agit de deux situations qui nous renseignent sur les conditions historiques de l'évolution des représentations et des attitudes des intelligentsias algériennes et de leurs réactions aux différents événements qui ont vécu par eux-mêmes et par leurs pairs algériens.

La différenciation des attitudes et des pratiques des intelligentsias sous formes de « strates épistémiques » portant chacune des caractéristiques propres est faite sous forme des « âges »¹⁰ ou de *moments fondateurs incarnés par chaque génération*. De ce point de vue, « l'entrée par la notion de génération, par une analyse des faits intellectuels générationnels au sens de l'approche de Mannheim, c'est-à-dire, en tant que mode spécifique d'expérience et de pensée (...) mode spécifique d'intervention dans des processus historiques (Mannheim, 1953), mais aussi en tant que "situation sociale d'appartenance à un même espace historico social "déterminant une même forme de stratification de la conscience, ... d'en marquer les événements fondateurs conditionnant les positionnements intellectuels et politiques et surtout d'en saisir les articulations, les passages, en termes de continuités et de ruptures et (...), La prégnance du couple Etat/ Société »¹¹.

¹⁰ Nous utilisons le terme "l'âge" (**entre guillemets**) dans le sens nous permettant de décrire les différentes générations porteuses des caractéristiques propres. Selon Sayad. "L'analyse conjointe des conditions différentielles qui ont produit différentes «générations» d'émigrés (au sens vrai d'ensembles d'émigrés produits selon un même mode de génération) et des classes diversifiées de trajectoires (ou itinéraires) que réalisent" dans l'immigration ces différents types d'émigrés, révèle l'extrême diversité de la population des immigrés : des émigrés appartenant chronologiquement à la même phase de l'émigration (i.e. sensiblement du même âge et de la même période) mais produits selon des modes de génération différents, peuvent différer en tous leurs comportements ; inversement, des émigrés séparés dans le temps peuvent être relativement proches les uns des autres, comme si les plus anciens avaient été des précurseurs tant pour la genèse de leur émigration que pour l'itinéraire de leur immigration ». Sayad. A « Trois «âges » de l'émigration algérienne en France ». *Actes de recherches en sciences sociales*, n° 01, Volume 15, 1977, p 61.

¹¹ Aissa Kadri, Ouanassa SiariTengour, (Coord), Op.cit, p 8

Pour mieux saisir ces moments fondateurs générationnels qui ont marqué et différencié, depuis l'indépendance, les rapports de retours des intelligentsias diasporiques algériennes vis de leur pays d'origine, nous proposons quatre « âges » significatifs. Des moments historiques, restés pour différentes raisons, soumis au silence. Ce même silence lourd de sens constitue l'élément structurant de la mémoire douloureuse transgénérationnelle¹² de la migration intellectuelle en Algérie.

1- L'ÂGE DES ESPÉRANCES

Les premières vagues de boursiers, notamment ceux envoyés pendant les années 1970 pour les formations et les recyclages, touchant les cadres fraîchement recrutés, ainsi que les boursiers de l'université dans le cadre de préparation de DEA et de Doctorats ont été, dès le départ, motivés par *un retour* en Algérie. C'est le cas d'un brillant chercheur en télécommunication qui a soutenu son doctorat en 1985 en France et qui est revenu pour avec la ferme intention de s'installer définitivement en Algérie, pour restituer sa « dette » pour l'Algérie qui lui a offert une bourse afin de poursuivre ses études de post graduation. En dépit de son engagement et de sa volonté, cet universitaire va vivre une grande déception une fois installée dans une université à l'Ouest de l'Algérie, ce qui l'amène à repartir en 1987 avec beaucoup d'amertume, pour se réinstaller en France et émerger avec beaucoup de succès dans son domaine. Son témoignage montre que son retour au pays était motivé par la réalisation d'un projet ambitieux qu'il décrit avec beaucoup de précision et d'enthousiasme : *"Les premiers boursiers, avaient le choix d'aller dans différents pays, moi j'ai*

¹² Il ne s'agit pas de simples transmissions mémorielles intergénérationnelles des faits mais d'une transmission inconsciente de ces faits entre différentes générations. L'enjeu est de taille quand il s'agit de transmissions transgénérationnelles des expériences sociales traumatiques et douloureuses entre générations. Ces situations de transmission sont génératrices de caractère cyclique des conflits sociaux. Si ce caractère cyclique des conflits prend corps dans la société, c'est parce que ces mémoires sont restées soumises au silence et vide de toute perspective historique déconstructive.

choisi la France pour des histoires de langue et de proximité. Après tu vas bien comprendre comment la proximité a pris de l'importance dans mon histoire .donc j'ai choisi la France pour ne pas être très loin et par rapport à l'opportunité de la langue, à la différence de (A.) Qui lui est parti en Angleterre. Donc je suis arrivé à Besançon en juin 1980. J'ai fait un troisième cycle classique avec un DEA et puis une thèse par la suite. J'ai soutenu ma thèse au bout de deux ans et demi. J'ai soutenu ma thèse en février 85. Étant boursier de l'État algérien j'ai eu une affectation à l'université de J'avais le choix entre Sétif et Tlemcen, j'ai fait le choix de revenir à l'université dont je suis originaire. Je suis de Et puis je suis arrivé, j'étais maître assistant stagiaire. Je suis arrivé, j'ai quitté la France, après mes études, pour m'installer définitivement en Algérie, avec une envie forte d'apporter ma contribution...la contribution comme un algérien qui aime bien son pays etc. Donc j'ai déménagé, je me suis installé à (.....), pas très loin de mes parents, et puis j'ai intégré l'université. (T, Professeur en télécommunication optique, 50 ans, installé en France depuis 1987).

C'était le contexte (1970/1980) d'une ambiance idéologique du Parti-État qui embrigadait toute la société : "L'université au service de la nation", "Travailler pour un avenir meilleur", "Travailler pour une vie meilleure"... slogans mis en valeur dans l'option développementiste de l'époque, notamment après la réforme de 1971 et dans le rapport du comité central du FLN de 1981, portant sur la politique culturelle et éducative de l'Algérie. C'est dans ces conditions d'appropriation idéologique de l'espace socioprofessionnel, qu'un éminent enseignant-chercheur nous décrit cette situation, en réponse à la question sur la genèse du projet de son réinstallation en France, "Comment c'est venu ?...je pense que c'est un peu comme tous mes collègues. Ça ne vient pas brusquement, surtout pour les gens de ma génération. Moi je suis un enfant de l'université algérienne, j'ai été envoyé en formation par mon gouvernement et par mon ministère. J'ai toujours désiré terminer ma formation et rentrer chez moi pour rendre service à mon pays, pour rendre la dette que j'avais à l'égard de mon pays d'abord et parce que c'était mon pays et ça reste mon pays. Donc, à ce titre là, pour moi les choses étaient évidentes. Je n'avais jamais pensé

partir...j'ai passé un certain nombre d'années à l'étranger et j'avais eu, à plusieurs reprises la possibilité de rester...des propositions pour m'installer dans les pays où j'étais, j'avais toujours refusé parce que je n'avais jamais pensé une minute partir, quitter mon pays, sauf dans le cadre de ma formation. Donc quand je suis rentré en Algérie en 1980, quand j'ai commencé à enseigner, moi il était clair et évident que c'était pour la vie, pas question, à un moment donné ou un autre, de partir". (Y.M. Maître de conférences, 57 ans, installé en France depuis 1995).

Le contenu de ces deux extraits traduit parfaitement les représentations et les attitudes marquant le contexte des années 1960 et 1970, et témoignant de l' « *engagement civique* » des élites intellectuelles, universitaires et cadres d'entreprises nationales, socialisée autour de croyances positives, selon lesquelles « l'Algérie est sur la voie d'un grand développement ». Cet engagement a donné lieu à des pratiques d'instrumentalisation. En effet, beaucoup de cadres et universitaires, fraîchement formés dans différents instituts et universités algériennes, et ceux issus de la « diaspora », formés dans des universités françaises et celles de pays « amis » de l'Algérie à l'époque coloniale, notamment des pays de l'Europe de l'Est et du Moyen- Orient (Égypte, Syrie..) et les pays voisins, comme le Maroc et la Tunisie, étaient *instrumentalisés* dans le processus de développement de l'Algérie. Le cas de l'intelligentsia issue de l'UGEMA¹³ est édifiant, en ce sens qu'elle a été l'objet d'un processus de dissolution et de cooptation de ses élites juste après l'indépendance. Au lieu de rester en tant qu'organe de la société civile savante et un partenaire de l'État algérien, beaucoup d'universitaires de cette intelligentsia se retrouvaient pour de multiples raisons (familiales, de privilèges, esprit nationaliste, engagements civiques...), dans des postes de responsabilités administratives, devenant ainsi piégés par le fonctionnement interne du système politique, où la

¹³ Clément Moore Henry, *UGEMA*, Casbah, Alger, 2010

culture de cooptation¹⁴ et de l'instrumentalisation a été déjà intégrée dans les différentes directions des partis politiques depuis la naissance du mouvement national.

Pour ces raisons historiques, l'intelligentsia algérienne est réduite au rôle de simple porte-plume des décideurs. Ce rapport d'instrumentalisation s'est cristallisé dans tous les champs socioprofessionnels et dans les institutions politiques de l'État. Dès le recouvrement de son indépendance, l'Algérie s'est trouvée en face d'une équation de représentations diamétralement opposées, instrumentalisées et abusées par le pouvoir ; *la ruse du politique face à la vocation professionnelle de l'intelligentsia*. Cette situation va traverser et nuire à toutes formes de corporation professionnelle autonome. C'est ainsi que des crises des professions intellectuelles vont surgir et provoquer l'accélération des vagues migratoires, notamment à partir de la deuxième moitié des années 1970 et les débuts des années 1980 et donnant lieu à un phénomène d'affaiblissement des capacités du pays à travers l'importance des déperditions des cadres stagiaires des années 1970 et des premiers boursiers de la post- graduation des années 1980.

Cette instrumentalisation politique du rôle de l'intelligentsia a marqué l'émigration internationale de cadres et intellectuels algériens en plaçant les départs comme une fuite des postures psychologiques d'injustice et de marginalisation. Des postures qui relèvent du statut et du rôle de l'individu dans la société. Ce statut personnel du « Je » a été quasiment impossible à s'affirmer, à la fois, sur le plan social et professionnel. La confirmation du « Je » pensant et entrepreneur d'idées et d'initiatives est quasiment incompatible avec les hégémonies, à la fois, communautariste et idéologique du système politique, comme le souligne l'un de nos interviewés, étouffé et prisonnier par ses conditions de vie, *"L'individu est étouffé, par la cellule familiale, par l'État, par la culture de l'État, par la culture du parti, par le père, par...la mère, non elle n'exerce pas beaucoup d'autorité la pauvre. Voilà. Par la hiérarchie qui existe dans la société. (Hiérarchies)*

institutionnelle, familiale. Que la personne ait la liberté. La liberté pour moi c'est la liberté d'écrire. La liberté dans ma façon de voir les choses. Je voyais que la société se fermait. Je voyais que la société ne s'ouvre pas. Les grands médias ne sont pas ouverts sur la société. Surtout avec l'avènement de l'islamisme". (Z, journaliste, 50 ans, installé en France depuis 1994).

Un autre interviewé qui a capitalisé une riche expérience professionnelle en tant qu'ancien cadre gestionnaire des ressources humaines dans l'une des entreprises nationales algériennes pendant les années 70/80, et aussi de journaliste-écrivain professionnellement reconnu par ses pairs a bien décrit les représentations dominantes chez les premières jeunes générations de cadres et de l'intelligentsia professionnelle en général, "Il y avait beaucoup d'entre nous, dans notre génération, qui ont cru, depuis la fin des années soixante... 62 l'indépendance, nous sommes gamins, la fin des années soixante nous sommes adolescents, 17/18 ans, nous avons envie de changer le monde et l'Algérie était la patrie des révolutionnaires, voilà. On y croit et on s'enfonce la dedans, qui est cadre, qui est journaliste, qui est ceci et on défend la patrie. Cette patrie nouvelle, récente qui se crée par la force des bras, dans la difficulté et tout ça. Nous avons crû en ces rêves qui étaient en chacun d'entre nous. Et, la dedans, il y a eu plus que croire aux rêves, il y a eu des compromis et même de la compromission. Il y a eu des hommes de gauche dans ce pays qui ont crû qu'avec le pouvoir de Boumediene c'était possible de travailler en dedans et de le saper. Malheureusement la réalité est là. Et nous arrivons ..., Boumediene meurt c'est Chadli qui est au pouvoir. De toute façon c'est une continuité du pouvoir. Le pouvoir est le même. Nous arrivons au milieu des années 80 c'est le choc parce que la situation se dégrade gravement dans ce pays. Ça a commencé déjà en 84/85. Le choc pétrolier, le prix du baril baisse et la crise s'installe en Algérie. La situation devient insupportable pour l'algérien qui sortait, vingt ans auparavant, d'une guerre abominable. On arrive donc en 84/85. Je me rappelle c'était difficile, très difficile en Algérie. 86 aussi. Après donc c'est l'explosion. Nous, précisément ma génération, nous n'avons pas compris à ce moment là qu'il fallait s'opposer à cette voie là, à ce régime là. Nous croyions encore que c'était

possible de travailler en dedans soi disant. Mais ça été lamentable, ils nous ont roulés dans la farine. Nous avons été incapables de réagir et de présenter une alternative... oui, Roulés dans la farine c'est une expression pour aller vite. En fait roulés dans la farine on l'a bien voulu nous aussi. On a bien voulu croire aux idées révolutionnaires mais c'était clair dès le départ premièrement qu'il fallait instaurer un capitalisme d'État et d'intégrer la société dans cette ouverture du marché national. Voila ce qu'a fait le pouvoir. Ce qui était légitime, normal et tout. Maintenant il était accompagné, au bout, d'une logique d'un discours nationaliste, arabo- nationaliste, arabiste, à un moment donné. Mais, la dedans, l'élite de gauche, assez différenciée..." (Y, Journaliste, 56 ans, installé en France depuis 1989).

Une autre enseignante-chercheure nous témoigne sur le contexte des années 1960/1970, notamment en termes de croyance profonde au changement de la société algérienne après l'indépendance, et de l'existence de la volonté de participer activement à la recherche scientifique afin de faire avancer les choses. C'était un contexte historique caractérisé par de multiples espérances, qui ont marqué toute une génération d'intellectuels de cette époque : *c'était l'âge des espérances*. Malgré le peu de moyens de travail dont ils disposaient, entre autres, au niveau de l'université, les enseignants-chercheurs croyaient à leur métier et avaient foi en l'avenir de l'Algérie fraîchement indépendante ; "*malgré ces conditions on pouvait faire de la recherche parce qu'on était un groupe de chercheurs et les gens croyaient en l'indépendance et il est question de faire quelques choses pour l'Algérie*". (Z, enseignante-chercheuse, 60 ans, installée en France depuis 1996).

2- L'ÂGE DES DÉSESPÉRANCES

Ces représentations positives de l'intégration professionnelle de l'intelligentsia algérienne dans leur milieu professionnel au terme de cursus de formation graduée et post graduée à l'étranger, n'ont pas empêché pour autant l'entrée dans un nouvel "*âge des désespérances*", marqué par la multiplication des effets pervers, la genèse des déceptions et l'érosion du mythe État-providence. En effet,

les compétences professionnelles et les intelligentsias se trouvent quotidiennement, à l'image de tous les autres catégories d'intellectuels, confrontées aux pénibles conditions sociales et à la bureaucratisation étouffante dans leur champ de travail (abus des directeurs et des recteurs nommés, absence d'éthique universitaire, marginalisation de l'enseignant, politique linguistique d'exclusion, massification non maîtrisée, distribution inégale de bourses, passe-droits, bureaucratie, clanisme, régionalisme...).

Ces processus de transformations dans la société et du champ socioprofessionnel sont vécus comme un début de *ruptures*. Apparue au cours des années 80', ce nouveau contexte, est caractérisé par l'émergence des mouvements sociaux luttant contre l'hégémonie culturelle et politique. Ces mouvements ne tardent pas à affecter profondément le champ professionnel en Algérie. C'est le cas, par exemple de l'université. Les ruptures avec l'institution universitaire vont s'aggraver davantage après la crise économique de 1986¹⁵, la massification de l'université et le basculement des rapports de force au profit des arabisants placent l'université alors dans une situation de "l'étudiant et de l'enseignant majoritaires"¹⁶. Les ruptures du biographique avec le structurel se trouvent ainsi consommées. Les

¹⁵ Une crise économique aigüe provoquée par la chute brutale des recettes de pétrole à 17 dollars le Baril. Cette situation va provoquer une crise multidimensionnelle en Algérie avec comme premières conséquences, les révoltes d'octobre 1988, le basculement dans la violence (assassinats d'intellectuels), la chasse aux cadres et la fuite des cerveaux. Tellement la problématique de la gouvernance est structurelle, que trente ans (1986-2016) après, les conditions historiques se reproduisent autour de la politique d'austérité et le rôle des compétences professionnelles dans l'économie algérienne. Paradoxalement, le hasard se reproduit autour du statut des compétences professionnelles algériennes suite aux scandales de corruptions (Sonatrach1et Khalifa1, Sonatrach2 et Khalifa2) et de la loi 51 de la nouvelle constitution de 2016 destinés aux compétences algériennes diasporiques, par rapport à l'accès aux postes supérieurs de l'Etat.

¹⁶ Ce constat revient spécialement à Djamel Guerid, *L'exception algérienne*, éd, casbah, 2000, Alger.

problématiques de *l'identité professionnelle*¹⁷ des enseignants-chercheurs, de l'université et sa place dans la société, deviennent un enjeu politique ; les ruptures et la mobilité internationale deviennent des "options" qui s'imposent d'elles mêmes. Les années 90, période la violence physique, n'ont fait qu'accélérer *l'habitus migratoire* déjà intériorisé *passivement* par l'élite universitaire, dans des conditions de violence symbolique.

La dette envers le pays ne peut être appréhendée que dans ces contextes. Pour ce qui est de la génération socialisée en Algérie, la relation envers le pays est omniprésente. Elle se pose en termes d'une équation de *don/contre don*, au sens anthropologique du terme. Pour la génération des années 1970/1980, elle prit forme dans une *ambiance idéologique*, caractérisée entre autres par la confusion entre l'État et le Pouvoir. Du coup, l'action individuelle et collective se trouvent confisquées par le pouvoir créant ainsi un embrigadement idéologique¹⁸, véhiculé par le Parti-État, réduisant la société et les

¹⁷ Nous prenons le sens de l'identité professionnelle à travers la définition de Claude Dubar pour désigner "des manières socialement reconnues, pour les individus, de s'identifier les uns les autres, dans le champ du travail et de l'emploi" (Dubar 2000 : 95). Des manières sociales identifiables à travers les discours des enseignants-chercheurs, de leurs engagements politique, familiaux et même leurs hexis corporel...Donc, dans leur façon d'être socialement reconnue/ méconnue par la société. En plus de la visibilité sociale, s'ajoute, l'identification professionnelle entre les pairs, en termes de notoriété scientifique et pédagogique. Ces deux processus d'identification sociale et professionnelle sont le produit comme le souligne Dubar, d'un double compromis entre une identité pour autrui (assignée notamment par l'institution, dans le cas des intelligentsias et intériorisée ou non par ses dernières) et une identité pour soi (liée à la biographie, la trajectoire scolaire et l'identité visée).

¹⁸ Les discours triomphalistes ambiant du Parti-Etat des années 70'-80' au nom de la légitimité historique ont résisté aux temps puisque en mai 2017 un haut responsable du Parti politique dominant a reproduit lors de la campagne pour les élections électorales législatives, une significative formule officielle de la dette : «... *Le FLN est le dépositaire de l'indépendance nationale...Les Algériens lui sont redevables d'une dette, celle de la libération du pays*». (Tout Sur l'Algérie -TSA- du 16-04-2017. <https://www.tsa-algerie.com/la-perpetuelle-dette-du-peuple-algerien-envers-le-fln/>). C'est une situation anthropologique qui a comme sens le paternalisme politique. Ses effets pervers ne vont pas tarder à paraître à partir des années 1980 : Émergences des

élites algériennes à de simples sujets exécutants, à qui on demande des comptes non pas en tant que citoyens autonomes, mais implicitement comme des sujets aliénés au politique dominant. Ce type de socialisation politique des cadres et des universitaires trouve sa signification dans cette *dette inconditionnelle* envers le pays. Un pays perçu par chaque Algérien, comme une entité abstraite, contenant différentes significations subjectives (relations à la famille, le village, la tribu, la communauté ou le quartier...), comme le confirme encore ce médecin psychiatre, "J'étais à Alger. J'étais à Laperrine, et j'étais dans la mouvance militante estudiantine, le volontariat etc. C'était un terrain extrêmement formateur pour saisir les enjeux de société, les enjeux du pouvoir en place. À l'époque de Boumediene, on était favorables à toutes les orientations politiques qu'il mettait en place. On a été aveugle, à l'époque, par rapport aux insuffisances de ce système, on a été aveugle par rapport au bloc de l'Est, on était dans la négation de tout le stalinisme. On disait « ah non si on critique l'URSS c'est les américains » ... on était fervents défenseurs de l'URSS, du bloc de l'est. (Z. Psychiatre, 54 ans, installé en France depuis 1993)

3-L'ÂGE DES INCERTITUDES

Une autre forme de "dette" se développe à partir années 1990. La motivation de rendre service au pays, chèrement appropriée par la première génération (1970/1980), prend une autre forme : *la dette envers la société*, qui, du point de vue de ces élites intellectuelles, est livrée à elle-même. Ce détachement de la dette vis-à-vis du politique dominant est significatif, comme en témoigne le phénomène de création de nouvelles associations et organisations¹⁹ et de réactualisation d'autres à

mouvements de contestations sociales d'ordre culturel et politique. L'élément catalyseur de cette relation perpétuelle du don de l'Etat et de la dette du peuple, reste la rente pétrolière.

¹⁹ A titre d'exemple, nous citons pour le cas de notre étude, la création du CISIA, Comité Internationale de Sauvegarde des Intellectuels Algériens, des Associations de médecins maghrébins et algériens installés en France, qui portent des soins gratuits pour les algériens (SOLIMED...), des réseaux des étudiants sortants des

l'étranger, pour fonctionner en dehors des cercles officiels, et apporter des aides et des soutiens à la société algérienne dans son ensemble et à certaines catégories menacées comme les intellectuels. La constitution des réseaux sociaux s'est rapidement développée grâce à l'essor pris l'Internet.

Cette évolution a reconfiguré les mouvements de mobilité. C'est ainsi que beaucoup de médecins, d'enseignants-chercheurs et informaticiens algériens, font des déplacements réguliers en Algérie pour répondre bénévolement aux attentes de leurs concitoyens. Cette dette se veut une « *action citoyenne* », loin de tous les circuits jugés bureaucratiques. Elle est surtout une expression autonome, pleine de révolte et de méfiance vis-à-vis du politique dominant, qui, de leur point de vue, a laissé la société livrée à elle-même. Humainement ils veulent soulager leur douleur d'exilés et diminuer leur sentiment de culpabilité, en rendant service gratuitement à leur société d'origine, loin des échos officiels. Cette catégorie d'intelligentsia est motivée par une croyance politique que la société algérienne est livrée à elle-même, donc il faut être solidaire avec elle, en participant dans des actions non lucratives et humanitaires.

Ces croyances des intelligentsias algériennes vont être confirmées par les campagnes orchestrés pendant les années 1990, et touchant directement les cadres et les hauts cadres de grandes entreprises en vue de leur pénalisation donnant lieu emprisonnement, la marginalisation, l'humiliation et la stigmatisation des dizaines de hauts cadres.

Tout indique qu'on était en face d'un processus de *pénalisation* de hauts cadres algériens qui s'est déclenché depuis 1995 au cours duquel des dizaines de cadres d'entreprises nationales ont subi un « nettoyage » et des sorts dramatiques, comme le souligne

grandes écoles françaises (REAGE) qui tentent avec plus au moins de réussite de réaliser des projets de consulting et des formation et apporter de la valeur ajoutée pour l'Algérie, etc....

Mohammed Benguerna²⁰, "un autre contexte politique va fragiliser encore plus la position des cadres. En effet, à partir des années 1995²¹, le pouvoir de l'époque lance une opération baptisée « Main propre » ou moralisation de la vie publique. Elle va se traduire par l'emprisonnement d'un nombre important de cadres". Cette pénalisation a rapidement fait « tache d'huile » sous forme de contagion. Elle a été soldée davantage²² par des départs massifs d'autres hauts cadres, par une contagion mentale collective : à qui le tour ? Une crise de méfiance aiguë s'installe dans l'identité sociale et professionnelle des compétences nationales. Un nombre important de ces cadres sont emprisonnés pour des « raisons » multiples. Des « différentes sources convergent pour avancer le chiffre de 2000

²⁰ Mohammed Benguerna, « Cadres techniques et société en Algérie. L'héritage professionnel en question ». Actes du colloque », Cahiers du Gdr cadres, N°8, novembre 2004, p 105

²¹ Il faut signaler que deux décennies après (2016) les choses se sont compliquées davantage avec l'éclatement des affaires de corruption touchant directement les grandes entreprises nationales notamment celle qui a fait l'actualité depuis 2012 ; Sonatrache1 et Sonatrach2, où des cadres ont été emprisonnés avec les membres de leur famille. Ces affaires avaient déclenché une crise aiguë de méfiance, de peur et de désarroi chez les cadres, comme l'a révélé la presse nationale lors des procès : 2000 cadres ont demandé des retraites anticipés, d'autres ont pris le chemin vers l'étranger (les quotidiens francophones et arabophones, en l'occurrence, Liberté, Echourouk et Annahar du 25/01/2016...). Les tenants et les aboutissements de ces combinaisons juridico-politiques, où des cadres et des hauts cadres étaient des alibis d'une équation politique qui ne peut confirmer davantage à quel point les compétences algériennes ont été toujours objets de manipulation, cooptation et d'allégeage du politique. De ce point de vue, le volume des foyers migratoires ne peuvent que s'élargir.

²² Il faut signaler que cette situation dramatique de la chasse aux cadres d'entreprises s'ajoute aux conditions de violence sanglante pendant les années 1990 caractérisée par les assassinats d'intellectuels et des hauts cadres de différents secteurs de la vie professionnelle et sociale. Plusieurs de ces élites intellectuelles et professionnelles ont subi des sorts dramatiques. Leurs assassinats avaient des impacts traumatisants pour leurs propres familles et pour leurs pairs. La mort symboliquement sociale qui est subie depuis l'indépendance est accompagnée par un achèvement de cette première par des actes de violences physiques et d'assassinats.

cadres. Les raisons officielles invoquées pour justifier cet emprisonnement des cadres entre 1995 et 1996 sont multiples : dilapidation des biens publics, détournement de fonds, etc. Une telle opération va avoir des effets néfastes sur le moral des cadres et affecter négativement leur vécu familial. C'est une expérience qui a été très douloureuse sur plusieurs aspects"²³.

Des trajectoires scolaires et sociales et des carrières ont été subitement réduites à néant²⁴. Dans "le prolongement de leur dégradation physique et morale, beaucoup de hauts cadres ont vu leur vie familiale disloquée. Comme en témoigne ce cadre : « *après mon incarcération, ma femme et mes deux enfants se sont retrouvés à habiter un modeste appartement de deux pièces (F2). Ma femme venait me rendre visite en effectuant un long déplacement et maintenant que je suis sorti, mon fils âgé de 15 ans me rejette* ». Pour certains, la situation a débouché sur une séparation du couple avec tous ses conséquences dramatiques"²⁵.

Pénalisées et emprisonnées,²⁶ ces compétences nationales vont subir des ruptures symboliquement et psychologiquement très violentes. Certaines d'entre-elles ont succombé, au sein même de leur prison, à cette violence interne, après avoir été atteint dans leur *intimité* et leur *estime de soi*²⁷. Ainsi, "un ancien cadre détenu témoigne

²³ Benguerna Mohammed, Op.cit, p106.

²⁴ On peut citer l'un des récits autobiographiques d'un Haut cadre qui a commencé sa riche carrière professionnelle en 1968 à Sonatrach pour la termine avec une sortie non honorable comme Wali à Oran. *Kadri Belaribi*, un cadre au foyer, éd, Casbah, 2000,190p. *Omar Aktouf*, Algérie entre l'exil et la curée, éd, l'Harmattan, Paris, 1989, 330p.

²⁵ Mohammed Benguerna, Op.cit p 106

²⁶ Un témoignage sur le sort des cadres emprisonnés est symboliquement relaté sous formes d'un récit autobiographique, par, Achour Bououni, *Appelez-moi colonel !Un officier fait main basse sur une entreprise d'État dans l'Algérie de 2006*, éd, Koukou, Alger, 2012, 264p.

²⁷ Cette réalité psychologique vécue collectivement par l'intelligentsia algérienne dépasse toute les thèses économiques dominantes, réduisant la fuite des ces compétences à de simples agents économiques, cherchant dans leur mobilité, juste « l'amélioration du salaire ». La problématique de l'intelligentsia algérienne, Arabe et Africaine, relève des conséquences directe du « nationalisme » chauviniste, caractérisé par l'exclusion, la cooptation, la manipulation et l'orgueil sur cette

« des conditions de détention difficiles et parfois inhumaines, une torture morale permanente à cause des restrictions draconiennes insensées ». L'auteur de ces propos précise ces conditions : « nous étions plus de 250 détenus dans une cellule de 250 m², parce qu'une fois les lumières éteintes, on ne pouvait plus bouger, les salles étaient prévues pour accueillir 86 détenus ». Ces mauvaises conditions de détention affectaient le moral des cadres incarcérés : « l'atmosphère est infecte, vous devez juste lutter pour rester en vie, vous laver quand c'est possible, ne pas sombrer dans la mélancolie, ne pas tomber malade »²⁸

Le message est passé pour les autres collègues. Les ruptures sont déjà consommées par d'autres collègues qui ne sont pas atteints pour l'instant par ces pénalisations et poursuites judiciaires. Dans ces conditions, deux éléments psychosociologiques déterminent la dynamique de l'émigration intellectuelle en Algérie, en l'occurrence, « la contagion mentale et l'intuition collective »²⁹. Les deux situations sont des produits de conditions de rupture violente qu'a connue l'Algérie pendant les années 90', notamment avec l'assassinat des intellectuels et l'emprisonnement des cadres. Il s'agit d'un « état d'âme collectif » qui a affecté à cette époque l'ensemble des compétences et les intelligentsias algériennes qui ont perdu ou qui ont vu des proches, des amis et des collègues subirent des injustices. Face à cette situation, des compétences se mobilisaient davantage pour s'installer dans d'autres pays ; « il n'y avait rien à faire la bas- en Algérie- », pour reprendre un verbatim de nos interviewés en France. Le processus de pénalisation est instauré publiquement contre les compétences et l'intelligentsia en général. Son impact sur le rôle symbolique de ces dernières dans la société est très profond. Ses effets ne tardèrent pas à apparaître. Désocialiser davantage les jeunes

dernière. Une intelligentsia, c'est avant tout, vivre dignement sa réelle vocation dans des conditions de liberté de pensée et d'entreprendre.

²⁸ Mohammed Benguerna, Op.cit 106

²⁹ Karim Khaled « La dynamique migratoire et ses caractéristiques. Cas des intelligentsias algériennes », In, « Migrations et Intégrations », N° Thématique, Revue d'Etudes Françaises, N°21, Novembre 2016, Budapest, Hongrie, p 206

génération par rapport au savoir et à ses porteurs, a été parmi les impacts forts de ce processus de déclassement social.

Sous l'effet de ce processus de déclassement professionnel et social, une association, Association nationale des cadres incarcérés injustement (ANCI) », a été créée en 1998 pour « soulager leurs souffrances » et surtout pour « statuer » sur ce qu'ils ont subi comme ruptures violentes dans leurs trajectoires professionnelles et ses impacts sur leur vie entière. Ce projet collectif de reconnaissance de leur statut de victimes du processus de « nettoyage institutionnalisé » n'a pas pu, cependant, résister aux autres entraves et d'harcèlement bureaucratiques, notamment par la non reconnaissance officielle, par le refus d'octroyer l'agrément à cette association par le ministère de l'intérieur. Il s'agit en effet, d'"une Association nationale des cadres incarcérés injustement (ANCI) » qui a été créée à la suite d'une assemblée constitutive en 1998. Mais « la désillusion a vite gagné ses animateurs, car aujourd'hui chacun se débrouille comme il peut et je peux vous assurer que les concernés ont du mal à trouver un emploi stable et qui convienne à leurs qualifications. Quant au projet d'association en soi, il a vite été bloqué en haut lieu, la preuve en est que l'association n'a jamais eu son agrément»³⁰.

Un autre fait majeur qui a alimenté la suspicion envers les cadres est l'affaire dite « Khalifa »³¹. Une affaire considérée comme un des

³⁰ Ibid. p 106

³¹ Son nom complet est Abdelmoumène Rafik Khalifa. Un homme d'affaires algérien, né en 1966. Pharmacien de formation et fils d'un ancien ministre de Ben Bella, Rafik Khalifa va « fonder » en quelques années un « empire économique » et afficher sa « réussite ». Entre 1998/2002, il fonde *El Khalifa Bank*, qui gère les intérêts de petits actionnaires privés et des institutions de l'État algérien, une compagnie aérienne « *Khalifa air ways* » et une Chaîne télévision privée « *Khalifa Tv* ». Le groupe sombre rapidement depuis la fin de l'année 2002 après avoir été suspectée de fraudes à grande échelle. Cette affaire est restée l'une des grandes arnaques politico-financière en Algérie et une affaire de grande corruption par un *jeune cadre-pharmacien* de 32 ans à l'époque (1998). Cette affaire relève de « la science-fiction » et ses impacts sont symboliquement importants sur l'image de marque du fonctionnement des institutions officielles. Leurs « légitimités » sont remises en cause par la société. Les statuts de leurs compétences respectives sont aussi remis en question. Elle révèle

plus grands scandales de corruption et de clientélisme de l'Algérie indépendante. Cette affaire a eu un impact négatif sur le statut et le rôle des compétences dans le « fonctionnement statuaire » des institutions officielles en Algérie, constat que Mohamed Benguerna explique ce constat en soulignant que : "les derniers événements autour de l'affaire « Khalifa » et autres organismes financiers ou entreprises ont vite fait de recréer le désenchantement"³². Il poursuit son analyse en expliquant son idée : « L'exemplarité algérienne » dans la gestion des carrières professionnelles, réside dans l'intrusion permanente de l'idéologique dominant de type communautariste. L'émergence des compétences professionnelles et de toute l'intelligentsia algérienne en corps autonome est quasiment impossible. De ce point de vue, "les cadres algériens formés durant ces différentes périodes historiques n'avaient pas de prise directe sur leur destinée professionnelle. Le déroulement de leur carrière et la gestion de celle-ci répondaient à des mobiles politiques. Le rythme de ces carrières était scandé par les enjeux et les alliances politiques. Une telle gestion politique des destins professionnels des cadres n'a pas permis l'émergence et la constitution d'un groupe de cadres sur la base de sa propre profession et qui puisse apparaître comme une force de proposition"³³.

Si ces derniers cas sont visibles pour l'opinion publique depuis les années 1990, c'est parce que la presse privée a joué un rôle important dans la diffusion publique des sorts professionnels qui étaient réservés

l'externalité des compétences financières et administrative du fonctionnement naturel des institutions qui sont sensées réguler l'activité économique et financière. Cette affaire est révélatrice de la crise des formes de gouvernance qui dominent les institutions. Les formes statutaires ont été « rattrapées » par les formes communautaristes dans la gestion interne. Les compétences des cadres sont mises dans un processus d'externalité et de dénaturation de leurs fonctions autonomes.

³² Benguerna Mohammed, « Cadres techniques et société en Algérie. L'héritage professionnel en question ». Actes du colloque », Cahiers du GRD cadres, N°8, novembre 2004, p 106

³³ Ibid. p 106.

aux élites professionnelles algériennes. Les événements d'octobre 1988 ont donné naissance, entre autres, à la libération « très doubleuse » de la parole. L'espace journalistique a joué un rôle important dans la diffusion de l'actualité algérienne. Cet espace de production « littéraire-express » était parmi les premiers qui ont ouvert leurs colonnes aux différents témoignages des cadres et des intellectuels, qui ont vécu des sorts professionnels et politiques tragiques.

Cette libération de la parole était un vrai enjeu politique du pouvoir d'État depuis les années 1992. A l'exception de la période de Mouloud Hamrouche qui fut marquée par une tentative de réformer la « loi sur l'information ». Cette expérience est accompagnée par un processus de pénalisation des journalistes. Des journalistes emprisonnés et traînés plusieurs fois devant les tribunaux pour leur libre parole. D'autres ont été assassinés³⁴ dans des conditions horribles, laissant derrière eux des familles endeuillées et un riche capital professionnel douloureusement acquis.

Dans ces conditions, des centaines de journalistes ont été forcés de quitter leur pays pour s'installer dans d'autres pays plus « cléments », pour sauver leur vie et leur vocation professionnelle. Dans leurs pays d'accueils, leur intégration professionnelle a été pour beaucoup, un parcours controversé en raison de la complexité sociopolitique compliquée de leur installation dans le pays d'accueil. En effet, un processus de déclassement/ reclassement va « s'introduire » dans la trajectoire migratoire des journalistes « soucieux » de leur vocation. La "galère" est un *passage obligé*, vécue par la majorité des intelligentsias algériennes une fois arrivés en France. Ils ont, pour des besoins immédiats, exercé des métiers, dans certains cas, qui ne correspondaient ni de près ni de loin à leur formation. Dans ces

³⁴ Entre 1993 et 1997, **100 journalistes** (dont 12 femmes) ont été assassinés. Ça a commencé par l'assassinat de Tahar Djaout le 26/05/1993, alors directeur du journal « Ruptures », récemment créé. La liste est longue et elle se termine malheureusement par l'assassinat d'Aziz Bouabdallah, un certain 04/12/1997, journaliste au Journal Arabophone « Âlem Essiyassi » (le monde politique).

conditions de déclassement professionnel, la production intellectuelle, "trouve refuge" dans la sublimation, comme le souligne un des interviewés, « une fois installé à Paris, j'étais hébergé chez des amis pendant six ou huit mois. C'était généralement des journalistes. En priorité c'était des journalistes des français. Avec qui j'ai pris des contacts. Le syndicat des journalistes... Je me suis présenté. J'ai dit je suis journaliste algérien. Je laisse mon CV. J'ai dit pour quelles raisons j'étais venu etc. j'aimerais qu'ils m'aident à me débrouiller. À me débrouiller un peu de boulot, connaître les rouages, me dire ce que je pourrais faire. C'est comme ça. C'était le SNJ-CGT. Le syndicat national des journalistes mais affilié à la CGT, parce qu'il y en a qui sont affiliés à la CFDT etc. j'y ai été parce que je connaissais quelqu'un que j'avais rencontré en Algérie et qui était dans ce syndicat. Je l'ai appelé, je l'ai trouvé. Honnêtement les gens de gauche c'était des gens qui ont aidé. Ils étaient tous solidaires avec les intellectuels et les victimes algériens. C'était un couple de journalistes, l'un à France 3 et elle à France 2. Ils m'ont dit voila ce qu'on peut faire pour toi. Je leur ai raconté mon histoire. Ils m'ont dit « on a un grand appartement tu viens habiter chez nous quelques jours ». J'ai été chez eux. Et puis j'ai connu beaucoup d'autres gens comme ça. Un autre copain qui propose « je suis tout seul et puis je vais souvent en reportage à l'étranger je te laisse le double des clés. Chez moi c'est mieux ». Et puis quand on vit tout seul en s'en fout. On est là, une chambre, un lit. Quand on aura besoin de dormir, de se lever le matin et de pouvoir respirer ... j'avais le sentiment de revivre, de respirer. C'était dur au début parce qu'on a toujours les images. ... Se lever le matin, se retrouver dans la rue, acheter un journal, voir les gens vivre etc. "(A, journaliste, 43 ans, installé en France en 1994)

4- L ÂGE DES CONFUSIONS

Une autre période s'installe pour donner naissance à une autre configuration sociale du champ socioprofessionnel en Algérie à partir des années 2000 à nos jours. Il s'agit notamment de l'émergence de la figure du *diplômé-fonctionnaire*, pur produit de la mort systématique de la vocation élitiste de l'université et de ses missions de formations autonomes des compétences. La massification incontrôlable des corps

étudiants et enseignants et la bureaucratisation étouffante de la recherche ont comme conséquence la transformation profonde dans le statut et le rôle des professions intellectuelles en Algérie. Les vagues importantes de recrutements depuis 2004 et l'augmentation vertigineuse de salaires pour les cadres et les enseignants-chercheurs ont dénaturé la valeur symbolique des métiers intellectuels. La logique administrative prévaut sur la logique scientifique dans les processus de recrutement et de promotion. Cette démarche va achever le système de mérite dans cette espace qui est sensé produire du sens et de la connaissance. Un nombre important de « revues scientifiques » sont nés dans l'ensemble des universités pour valider les promotions et soutenir des habilitations de recherche (HDR), neuf mois après la soutenance de doctorat. En parallèle, la politique de réforme du LMD entamée depuis 2003 est « juxtaposé sur des reformes antérieures »³⁵ et qui a donné naissance à une cohabitation problématique entre de l'ancien système pédagogique et le nouveaux.

D'autres processus de pénalisation vont toucher d'autres espaces professionnels, notamment l'université. En effet, une dizaine d'enseignants-chercheurs sont poursuivis en justice par des recteurs d'université, pour avoir « oser » critiquer ouvertement la gestion administrative et pédagogique de leur université. De ce point de vue « oser critiquer », c'est, déjà, oser exposer et dévoiler son « *soi narratif* » et son « *identité personnelle* », publiquement, face un système bureaucratique institué autour des modes d'identification unanimiste.

La « peur », « *l'autocensure* » et le « *fatalisme* » sont des purs produits des processus de ces systèmes institués et hiérarchisés dans les milieux socioprofessionnels. Ces trois modes d'identifications dominent la tendance générale de ces milieux. L'espace public est problématique en Algérie. Il reste toujours otage d'un prolongement des deux formes identitaires ; l'une statutaire et l'autre culturelle. L'alliance et le partage des intérêts de pouvoir et de privilèges entre

³⁵ Mohammed Ghalamallah, "Les représentations des enseignants universitaires par rapport à la réforme du LMD en Algérie ». PNR, CRASC, Novembre 2013

ces deux formes, bloquent les différentes catégories sociales de s'autonomiser. Ces dernières se trouvent dans des conditions de luttes permanentes, avec un manque structurel de « solidarité organique ». De ce point de vue, les formes de luttes dominantes jusqu'à maintenant, restent des formes historiques prédominées par « l'esprit communautariste ». Dans d'autres cas, elles relèvent des individualités autonomes.

Dans les mêmes conditions, l'espace universitaire n'est pas épargné par ces pratiques extra-universitaires³⁶. Il a enregistré plusieurs cas de « pénalisation des enseignants-chercheurs »³⁷. Des affaires qui ont occupé la scène publique, préoccupé les acteurs universitaires, mobilisé la presse indépendante et les syndicats autonomes, notamment le Conseil National de l'Enseignement Supérieur (CNES)³⁸. Diffusée largement par les médias entre 2010 et

³⁶Il faut signaler que des pratiques extra-universitaires ne se limitent pas à ce processus de pénalisation, récemment « institué », par certains recteurs d'universités. L'histoire politique récente de celle-ci, notamment depuis ses réformes idéologiques et sa massification avec la politique d'arabisation, est prise en otage par des pratiques qui relèvent d'un processus de retraditionalisation et de désinstitutionalisation type communautariste, où le volume du capital social structure fondamentalement cet espace sensé être un espace de production du savoir et du sens.

³⁷ Il est nécessaire de rappeler que beaucoup d'intellectuels, d'universitaires, de poètes, écrivains, simples penseurs anonymes ont subis des sorts tragiques avec la justice. On peut citer, entre autres, de récents cas, comme le Professeur Ahmed Rouadjia, le Professeur feu Djamel Guerid, mort en 2014, le cas de Madame Haddadi Dalila, enseignante-chercheuse en Psychologie à l'université Alger2, etc... Leurs torts ? Vouloir juste être reconnu pour leur identité personnelle et pour leur vocation professionnelle, loin des intrus extra-universitaires. Cette catégorie d'intellectuels sont catégorisés dans notre typologie par « *l'intelligentsia exilico-nationale* » par rapport à « *l'intelligentsia exilico-diasporique* ». Dans les deux cas, elles sont les purs produits de l'hégémonie politique, empêchant les libertés de pensée et d'entreprendre.

³⁸ Il faut signaler que le syndicat national des enseignants du supérieur (CNES) a été créé pendant les années 1990. Une période sanglante qui a permis paradoxalement de laisser certains enseignants de prendre l'initiative pour s'organiser librement. Depuis les années 2000, l'université est « clonée » (Syndicat Nationale des Enseignants Universitaires (SNEU), Syndicat National des Chercheurs Permanents – SNCP-) par

2012, le champ de la pratique de la pénalisation³⁹ va s'élargir pour toucher en plus des catégories ciblées au cours des expériences antérieures, de nouvelles catégories scolarisées. Elle est devenue un phénomène qui hante la mémoire sociale et politique de l'intelligentsia algérienne, confirmant le réel statut social et politique des porteurs de savoirs. Ce sont des expériences sociales qui vont accélérer davantage les ruptures passives et renforcer, à la fois, le volume des foyers migratoires dormants et accélérer le rythme des ruptures actives.

Dans ces conditions de « désocialisation » par rapport aux savoirs et la dévalorisation symbolique des statuts sociaux des porteurs de savoirs, l'université et le champ professionnel en général enregistre des pertes massives sous forme de réalisation des stratégies individuelles et collectives de mobilité internationale⁴⁰. Ces mobilités constituent des pertes sèches à l'économie algérienne.

des syndicats officiellement liée au vieux mouvement syndical, Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) ; lui-même a été domestiqué par le FLN lors de son congrès en 1963. D'autres syndicats autonomes restent sans agréments. De ce point de vue, la non reconnaissance statutaire de ces modes nouveaux de luttes syndicales (ex, Syndicat des Professeurs et Docents en Sciences Médicales (SNPDSM), pour la confirmation sociale des corporations est révélatrice de cette dominance d'équilibre au profit des formes idéologiques hégémoniques. Si quelques syndicats ont échappé au contrôle des autorités pendant les années 1990, la situation va se rétrécir pour la revendication citoyenne de la société civile depuis les années 2000.

³⁹ Dans d'autres situations, il faut ajouter des cas de violences physiques et mortelles contre des enseignants-chercheurs, récemment enregistrés à l'université.

⁴⁰ A titre d'exemple, « L'Algérie comptait en 2011, 27000 étudiants dans les pays de l'OCDE, soit 23% de l'ensemble des étudiants Maghrébins. Les données de l'Unesco(2014) donnent un volume de 23298 étudiants concentrés dans huit pays, avec 88% en France». (Musette. M.S (éd), *De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences ?* Éd, Cread, Alger, p83). Pour des catégories professionnelles, on peut citer, à titre illustratif, le récent "Brain drain" des psychiatres qui s'élève à 30% en 2012 (Zehnati, A).

CONCLUSION

L'analyse des articulations, des combinaisons et des transactions qui ont caractérisé l'essence de l'engagement sous ses formes de don et de contre don en tant construction sociale des liens politiques entre l'Etat et la société depuis l'indépendance, nous montre à quel point les intelligentsias algériennes ont été toujours objets de cooptation, de manipulation et de stigmatisation. Dans ces conditions, l'émigration devient pour eux une échappatoire. Toutes les divisions qui ont caractérisé le champ intellectuel algérien, entre le national et non national ont aliéné des générations à leurs propres histoires et à celles de la société. Pour ces intelligentsias diasporiques et nationales qui sont dans des postures d'exil intérieur, il s'agit de revendiquer, à travers leurs engagements, l'espoir à l'émancipation personnelle et socioprofessionnelle.

L'infamante équation anthropologique de don et de la dette instituée par la raison d'Etat sous les prismes du nationalisme communautariste galvanisé par des discours triomphalistes développés depuis l'indépendance vis-à-vis des intelligentsias, à la fois, nationales et diasporiques a provoqué une crise aiguë dans l'identité sociale et professionnelle de ces dernières en Algérie.

En effet, cette relation qui a caractérisé la relation entre les pouvoirs politiques successifs depuis l'indépendance avec les intelligentsias a comme conséquence l'impossibilité d'autonomisation relative des élites sous forme de corps socioprofessionnels, l'inertie dans la participation active de cette dernière et une panne dans la dynamique des idées aux seins de la société. Cette inertie mortifère a alimenté la marginalisation durable des intelligentsias, a créé des foyers migratoires dormants en Algérie et a semé le doute au sein de la diaspora algérienne. De ce point de vue, on ne peut comprendre le don et la dette des intelligentsias algériennes diasporiques que par les conditions de leurs collègues restés en Algérie. Les conditions d'émigration-immigration sont intimement liées. En reprenant

l'expression de Sayad, elles ressemblent aux deux facettes de la même pièce de monnaie.

Références bibliographiques

- Aktouf O.**, (1989) « *Algérie entrel'exil et la curée* ». Ed. L'Harmattan, Paris.
- Benguerna M.**, (2004). « Cadres techniques et société en Algérie. L'héritage professionnel en question ». *Actes du colloque*, *Cahiers du Gdr cadres*, N°8.
- Farhi M.**, (1982). « L'enseignement supérieur en Algérie et le recours à la formation à l'étranger », *Institut International de Planification de l'Éducation (IIEPE)*, Unesco, Paris.
- Ghalamallah M.**, « Les représentations des enseignants universitaires par rapport à la réforme du LMD en Algérie ». PNR, CRASC, Novembre 2013, 100p.
- Ghozali S. A.**, (2009). « *Question d'État* ». Ed. Casbah, Alger
- Guerid D.**, (2000). « *L'exception algérienne* ». Ed., casbah, Alger.
- Godbout J T et Caillé A (col) (1992). « *L'esprit du don* ». Ed. *La découverte. Paris*
- Godbout J. T.**, (2000). « *Le don, la dette et l'identité. Homo donator versus homo oeconomicus* ». Ed. La découverte, Paris
- Musette. M.S.**, (2016) (éd), *De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences?* Éd, Cread, Alger
- Moore HC.**, (2010). « *UGEMA* ». Ed. Casbah, Alger
- Moens F.**, « Dette et société. Le lien social : un jeu d'obligations », <http://1libertaire.free.fr/DetteSociete.html>, consulté le 15/02/2016.
- Halpern C.**, (dir), (2009). « *Identité(s), l'individu, le groupe, la société* ». Ed. Sciences Humaines, France
- Mauss M.**, (1989). « *Essai sur le don* ». Ed. Enag, Alger
- Perville G.**, (2004). « *Les étudiants algériens de l'université française (1880-1962)* ». Ed. Casbah, Alger

- Kadri A.**, (dir), (1999). « *Parcours d'intellectuels Maghrébins* ». Ed. Karthala, France
- Kadri A.**, (2000). « *La construction historique du système d'enseignement supérieur en Algérie (1850-1995)* », in, GEISSER Vincent, *Diplômés maghrébins*. Ed. CNRS, Paris
- Kadri A.**, (2009). « *Entre Société et État : L'échec d'une génération, L'impasse des sciences sociales* », in, EL KENZ Houes (Cor), *M'hammedBoukhobza, connaître et comprendre sa société*, Casbah, Alger,
- Kadri A.**, & **Siari Tengour O.**, (2012), (Coord), « *Génération engagées et mouvements nationaux : le XX^{ème} siècle au Maghreb*. Ed. CRASC, Oran
- Kadri B.**, (2000). « Un cadre au foyer ». Ed. Casbah, Alger
- Khaled K.**, (2014) « Politique de formation à l'étranger et l'émigration intellectuelle algérienne », *Cahiers du cread*, n° 109
- Khaled K.**, 2012. « Les retours de l'intelligentsia algérienne diasporique », *Hommes et Migrations*, N° 1300
- Khaled K.**, « Les quatre âges de l'émigration intellectuelle algérienne », in, Musette. M.S (éd), *De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences ?* Éd, Cread, Alger
- Zehnati A.**, (2016). « La démographie médicale en Algérie : formation, activité et brain drain », in, Musette. M.S (éd), *De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences ?* Éd, Cread, Alger.